
Département du Contrôle Automatisé

OPERATEUR – Zone XXX / Région XXXX

Dossier justificatif du local de supervision

Marché de conduite externalisée d'ETM DEXTER

Auteur(s)	Opérateur
Destinataire(s)	DCA AMOA
Objet	Dossier justificatif pour le local de supervision
Date de rédaction du dossier	XX/XX/XXX
Version	1.0

Table des matières

1.	<i>Objet du dossier justificatif</i>	2
2.	<i>Localisation du site</i>	2
3.	<i>Site de stationnement de fin de vie</i>	4
4.	<i>Aménagements / travaux envisagés</i>	5
5.	<i>Tableau synthèse des exigences</i>	6

1. Objet du dossier justificatif

Chaque titulaire doit constituer un dossier justificatif et le fournir à l'administration. Le dossier justificatif permet à l'administration de valider ou d'invalidier les éléments envisagés par le titulaire afin de répondre aux exigences du CCTP.

A cet effet, veuillez décrire le plus précisément possible tous éléments figurants dans le dossier justificatif.

2. Localisation du site

a) Adresse du site

XXXX

b) Plan du local de supervision

- Vue aérienne de la localisation du local de supervision par rapport à l'agglomération alentour

Insérer capture d'écran avec un cadre large + commentaires associés

- Vue en relief de la localisation du local de supervision par rapport à l'agglomération alentour

Insérer capture d'écran avec un cadre large + commentaires associés

- Vue en relief de la distance entre le local de supervision et le site de gendarmerie ou de police le plus proche

Insérer capture d'écran avec un cadre large + commentaires associés

- Vue rapprochée aérienne du local de supervision et ses alentours

Insérer capture d'écran avec un cadre large + commentaires associés

- Vue rapprochée en mode relief du local de supervision et ses alentours

Insérer capture d'écran avec un cadre large + commentaires associés

- Vue du local de supervision depuis la voie publique (street view)

Insérer capture d'écran + commentaires associés

Insérer photos prises sur place

- c) Activités autour du local de supervision (commerces, habitations, etc.)

Décrire les types d'activités aux alentours du site

- d) Photos du local de supervision et de l'intérieur du local

Insérer photos prises sur place + commentaires associés

3. Local de supervision

a) Plan du local de supervision et équipements

Insérer les plans du local de supervision illustrant le positionnement des équipements (ajouter une légende claire et compréhensive)

b) Modalités de sécurisation du local de supervision

Description des modalités mises en œuvre pour garantir la sécurité du local

Exigence n°59 : Local sécurisé et postes informatiques

Exigence n°60 : Classes de protection du local

Exigence n°61 : Classes de protection du bâtiment ou de l'emprise

Exigence n°62 : Système de contrôle d'accès

Exigence n°63 : Protection des servitudes du local

Exigence n°64 : Cloisonnement des activités dédiées au contrôle automatisé

4. Aménagements / travaux envisagés

a) Description des travaux d'aménagement

Exigence n°59 : Local sécurisé et postes informatiques

Exigence n°60 : Classes de protection du local

Exigence n°61 : Classes de protection du bâtiment ou de l'emprise

Exigence n°62 : Système de contrôle d'accès

Exigence n°63 : Protection des servitudes du local

Exigence n°64 : Cloisonnement des activités dédiées au contrôle automatisé

Exigence n°66 : Composition des pièces détachées

5. Tableau synthèse des exigences

Exigences	Observations du titulaire
Le local doit être sécurisé unique et à accès contrôlé, équipé de postes informatiques en quantité suffisante pour réaliser la planification et la supervision des parcours.	
<p>Le titulaire doit fournir un local de classe au moins c :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bloc-porte (métallique ou en bois plein ou matériau équivalent) à serrure mécanique multipoints ; • Sûreté à clef présentant un temps de résistance suffisant (en référence à la norme NF-EN 1627 ou équivalente, la classe de résistance CR3 (= 5 minutes) peut servir de référence. L'outillage est précisé) ; • Contrôle d'accès par identification ; • Fenêtres protégées lorsqu'elles sont accessibles (depuis le sol, toit, corniche, descente d'eau pluviale, promontoire, etc.). 	
<p>Le titulaire doit fournir un local situé dans un bâtiment ou une emprise au moins de classe 3 au sens de l'annexe 6 de l'instruction générale interministérielle n°1300 (approuvé par arrêté 9 août 2021).:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection mécanique, • Point d'accès contrôlés, • Dispositif de verrouillage mécanique ou électromécanique. Qui peut être complétée par : Contrôle d'accès conforme à l'Annexe 31 de l'IG 1300, un personnel de surveillance 	

présent en permanence soit un élément d'intervention extérieur.	
Le titulaire doit assurer la sécurisation physique des accès d'énergie, des locaux techniques et des moyens de communication avec l'extérieur	
Le titulaire doit prévoir la possibilité de réaliser des contrôles anti-piégeage.	
Le titulaire doit garantir le cloisonnement physique des activités du marché avec d'autres activités.	
Il n'est pas recommandé que le local de supervision soit situé au même endroit que le dépôt de fin de service.	

6. Annexes : Exigences du local de supervision

Exigence 59 Local sécurisé et postes informatiques

Le titulaire doit fournir un local sécurisé unique et à accès contrôlé, équipé de postes informatiques en quantité suffisante pour réaliser la planification et la supervision des parcours à réaliser par les véhicules.

Exigence 60 Classes de protection du local

Le titulaire doit fournir un local de classe au moins C au sens de l'annexe A5 de l'instruction générale interministérielle n°1300 (approuvé par arrêté du 9 août 2021). La classe C correspond à un local avec :

- Bloc-porte (métallique ou en bois plein ou matériau équivalent) à serrure mécanique multipoints ;
- Sûreté à clef présentant un temps de résistance suffisant (en référence à la norme NF-EN 1627 ou équivalente, la classe de résistance CR3 (= 5 minutes) peut servir de référence. L'outillage est précisé) ;
- Contrôle d'accès par identification ;
- Fenêtres protégées lorsqu'elles sont accessibles (depuis le sol, toit, corniche, descente d'eau pluviale, promontoire, etc.).

Exigence 61 Classes de protection du bâtiment ou de l'emprise

Le titulaire doit fournir un local situé dans un bâtiment ou une emprise au moins de classe 3 au sens de l'annexe 6 de l'instruction générale interministérielle n°1300 (approuvé par arrêté 9 août 2021). La classe 3 correspond à une enceinte :

- Dont le périmètre est délimité physiquement, disposant d'une protection mécanique (clôture dont le franchissement n'est pas possible sans facilitateur) et dont tous les points d'accès sont contrôlés et assortis d'un dispositif de verrouillage mécanique ou électromécanique ;

ou

Dont les ouvrants accessibles sont, dans la mesure du possible rendus discrets et systématiquement dotés d'une protection mécanique (barreaux par exemple) et dont tous les points d'accès sont contrôlés et assortis d'un dispositif de verrouillage mécanique ou électromagnétique.

- Complétée par :
 - Soit par un contrôle d'accès conforme à l'Annexe 31 de l'IG 1300, par identification en périmétrie pour les flux piétons et véhicules,
 - Soit un personnel de surveillance présent en permanence, effectuant des rondes dans l'enceinte et ses sous-ensembles,
 - Soit par un élément d'intervention extérieur mobilisable sur alarme du personnel de surveillance.

Exigence 62 Système de contrôle d'accès

Le titulaire doit mettre en place un système de contrôle d'accès au local sécurisé. Le système de contrôle d'accès doit vérifier si une personne demandant à accéder à un lieu ou à une

information a le droit de le faire et doit comprendre, conformément à l'annexe 31 de l'instruction générale interministérielle n°1300 :

- Un moyen d'identification ;
- Un moyen de traitement ;
- Un moyen de freinage.

Les moyens mécaniques ou électroniques utilisés pour contrôler les accès peuvent être : portillons d'accès, tourniquets tripodes, barrières, sas, interphones, vidéophones, claviers à code, lecteurs de badge, lecteurs biométriques, etc.

Exigence 63 Protection des servitudes du local

Le titulaire doit également assurer la sécurisation physique des accès d'énergie, des locaux techniques et des moyens de communication avec l'extérieur. Cette sécurisation doit couvrir les fonctions d'alimentation et de distribution d'énergie, de climatisation et de télécommunications, y compris les câblages. Il doit également prévoir la possibilité de réaliser des contrôles anti-piégeage, au besoin en faisant appel à des services spécialisés.

Exigence 64 Cloisonnement des activités dédiées au contrôle automatisé

Le titulaire doit garantir le cloisonnement physique des activités du marché avec d'autres activités. Par exemple, il ne peut consister à adjoindre les postes informatiques à un local déjà existant et qui réaliserait déjà d'autres missions. Toute personne en mesure de prendre connaissance de la position prévue ou actuelle des voitures radars doit justifier du besoin d'en connaître et être incluse à la liste des personnels déclarés.

Exigence 65 Dossier justificatif du local sécurisé

Le titulaire doit constituer un dossier justificatif et le fournir à l'Administration. En cours de marché, ce dossier pourra être présenté au ministre de l'intérieur (service du haut fonctionnaire de défense) pour ériger le local en « zone protégée » au sens de l'article 413-7 du code pénal et de l'instruction générale interministérielle n°1300 (arrêté du 9 août 2021). Des audits de sécurité peuvent être réalisés afin de vérifier la tenue dans le temps des éléments du dossier justificatif.

Exigence 66 Composition des pièces détachées

Le titulaire doit disposer d'un local permettant le stockage des pièces détachées allouées à son parc de voitures radars. Ces pièces concernent essentiellement le système de contrôle automatisé. L'ensemble du stock tient dans une armoire de cinq cents (500) litres. Toute armoire devra être fermée à clé sous la responsabilité du titulaire. Il est autorisé d'employer le local sécurisé de coordination pour stocker les pièces détachées.

Exigence 111 Obligation de stationnement et stockage des véhicules en fin de service

Pour des raisons de sécurité il n'est pas recommandé que le dépôt de fin de service soit situé au même endroit que le local de supervision.